

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 21 novembre 2016

Direction des finances

15 2016.RRGR.618 Motion 124-2016 Les Verts (Imboden, Berne) Adaptation de la législation sur les marchés publics

N° de l'intervention: 124-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.06.2016
Déposée par: Les Verts (Imboden, Berne)
(porte-parole)
Cosignataires: 11
N° d'ACE: 1158/2016 du 26 octobre 2016
Direction: FIN

Adaptation de la législation sur les marchés publics

Le Conseil-exécutif est chargé

1. d'adapter la législation cantonale sur les marchés publics (la loi et l'ordonnance) de manière que les critères d'aptitude et d'adjudication ainsi que les motifs d'exclusion tiennent davantage compte des aspects écologiques et sociaux du développement durable et d'une réduction des nuisances à l'environnement tout au long du cycle de vie ;
2. d'élaborer un outil d'aide (p. ex. un guide) destiné à intégrer des critères de développement durable pour les marchés publics dans le canton ou de compléter le « Guide à l'intention des services d'achat » (2015) avec un chapitre consacré au développement durable¹ ;
3. de soutenir les communes et les entreprises externalisées dans le domaine des achats durables à l'aide d'instruments adaptés.

Développement :

Des ordinateurs fabriqués dans le respect de l'environnement et des vêtements de travail produits de manière équitable sont deux exemples parmi tant d'autres d'achats durables. Acheteur de poids sur le marché, le canton doit montrer l'exemple en pondérant plus fortement les critères écologiques et sociaux². Il est ainsi possible de définir des exigences minimales et/ou des spécifications techniques pour l'achat de produits (p. ex. exigence de réparabilité des ordinateurs ou d'autres appareils).

Le nouveau guide d'introduction aux marchés publics dans le canton de Berne (p. 9) indique qu'il ne faut utiliser des critères « étrangers à l'adjudication » que dans la mesure où la loi l'autorise ou le prévoit expressément (l'article 16 OCMP mentionne la formation professionnelle et l'égalité entre hommes et femmes mais aucun critère écologique). Par contre, la question de savoir si les conditions de fourniture d'une prestation achetée, comme les moyens de transport ou les conditions de production, peuvent être prises en compte est controversée.

Il faut s'investir davantage en faveur d'une politique d'achat durable. Au niveau fédéral et international, il est d'ores et déjà possible d'inclure des critères écologiques et sociaux dans la décision d'adjudication à l'aide d'un système de points. La légalité de cette procédure est attestée

¹ Introduction aux marchés publics dans le canton de Berne : Guide à l'intention des services d'achat. OIO (2015).

http://www.fin.be.ch/fin/fr/index/beschaffung/beschaffung.assetref/dam/documents/FIN/KAIO/de/3_Organisation_Beschaffung/Einfuehrung_ins_oeffentliche_Beschaffungswesen_im_Kanton_Bern_Skript_fr.pdf.

² S'ils sont suffisamment pris en considération dans l'objet du mandat, les critères environnementaux peuvent aller au-delà d'un minimum juridique. Ils peuvent aussi être exigés dans la preuve d'aptitude si un savoir-faire écologique spécifique du sous-traitant est nécessaire à la réalisation optimale du mandat. Ceci est particulièrement valable pour des mandats dans le domaine de la gestion des déchets, de la construction, de la maintenance ou rénovation des bâtiments ainsi que des transports. Le terme aspects sociaux au sens large comprend les normes minimales dans le domaine de l'égalité entre hommes et femmes, les normes minimales relatives aux conditions de travail, à la formation des apprentis ainsi que des normes sociales (y compris le minimum vital dans les pays à faibles revenus), en tenant compte plus particulièrement des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

par d'innombrables publications et exemples d'autres cantons et de la Confédération³. Les conditions générales ont évolué. Ainsi, l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'OMC révisé en 2012 précise expressément qu'il « est entendu qu'une Partie pourra établir, adopter ou appliquer des spécifications techniques pour encourager la préservation des ressources naturelles ou protéger l'environnement ». Pour l'adjudication, des critères écologiques peuvent également être admis.

Les exigences de durabilité sont compatibles avec d'autres principes d'achat comme la garantie d'une procédure transparente et non-discriminatoire. Le meilleur rapport qualité/prix doit primer le critère du prix. C'est également la tendance qui se dessine dans la nouvelle réglementation de l'UE relative aux marchés publics (en particulier la directive 2014/24/EU du 26 février 2014), dans le projet de nouvel accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 18 septembre 2014 et dans la nouvelle loi fédérale du 1^{er} avril 2015 sur les marchés publics. La Confédération a conçu le site www.kompass-nachhaltigkeit.ch et a sorti en 2014 des recommandations en matière d'achats durables. Du côté des cantons, les Grisons ont publié en 2014 un outil d'aide consacré aux achats durables. Quant à Genève et Vaud, ils ont adopté le « Guide des achats professionnels responsables ».

Réponse du Conseil-exécutif

Le développement durable est la ligne directrice du Programme gouvernemental de législature 2015 à 2018⁴. Pour le Conseil-exécutif, il est évident que ce principe doit aussi s'appliquer dans le cadre des marchés publics. C'est pourquoi de nombreux aspects du développement durable sont déjà pris en compte à l'heure actuelle dans les marchés cantonaux. Ainsi, par exemple, le service spécialisé « Construction et gestion durables des bâtiments » (Office des immeubles et des constructions) définit-il des exigences (normes ou certificats p. ex.) pour l'élaboration de solutions durables dans le domaine du bâtiment. Le Conseil-exécutif soutient par conséquent l'orientation de la présente motion. Et ce d'autant plus que les pouvoirs publics (Confédération, cantons et communes) achètent chaque année pour quelque 40 milliards de francs de biens et de services, si bien qu'il existe un important potentiel pour promouvoir une production compatible avec l'environnement, socialement responsable et respectueuse des ressources.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que le principal objectif des marchés publics est l'emploi *économique* des deniers de l'Etat, c'est-à-dire l'obtention du meilleur rapport qualité/prix *sur toute la durée d'utilisation* de la prestation considérée. La prise en compte de critères « étrangers à l'adjudication » (c.-à-d. qui sont sans rapport direct avec la qualité ou le prix de la prestation achetée) a tendance à limiter la concurrence. Comme les marchés publics concernent seulement un pan plus ou moins vaste de l'économie selon le secteur considéré, ils se prêtent aussi de façon très variable à la réalisation des objectifs du canton en matière de développement durable. Il faut donc examiner les aspects de la durabilité écologique et sociale à prendre en considération dans les exigences relatives à une prestation *au cas par cas*, en tenant compte des conditions générales de l'achat en termes financiers, techniques, juridiques et politiques, et *non pas sur la base d'une réglementation globale*.

Chiffre 1

La législation actuelle sur les marchés publics mentionne ponctuellement les aspects sociaux et écologiques du développement durable. Les adjudicataires doivent ainsi respecter la législation sur la protection de l'environnement (art. 8, al. 1, lit f LCMP⁵), de même que (si la prestation est exécutée à l'étranger) les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (art. 16, al. 4 OCMP⁶). Les appels d'offres peuvent contenir des exigences écologiques (art. 11, al. 1, lit. d et art. 30, al. 3 OCMP) et prendre en considération des prestations particulières en matière de formation professionnelle ou de promotion de l'égalité entre hommes et femmes (art. 16, al. 2 OCMP).

Pour que les aspects sociaux et écologiques du développement durable entrent davantage en ligne de compte dans les marchés publics, il faudrait une base légale explicite. Elle sera probablement

³ Notamment l'avis de droit rédigé par le juge administratif fédéral Marc Steiner, <http://www.nachhaltige-beschaffung.ch> ; Communauté d'intérêt Ecologie et Marché Suisse CIEM (2013) : Guide pour l'intégration de critères écologiques, sociaux et économiques. <http://www.ciem.ch>.

⁴ Programme gouvernemental de législature 2015 à 2018, p. 7, http://www.rr.be.ch/rr/fr/index/der_regierungsrat/der_regierungsrat/regierungsrichtlinien.html

⁵ Loi du 11 juin 2002 sur les marchés publics, RSB 731.2

⁶ Ordonnance du 16 octobre 2002 sur les marchés publics, RSB 731.21
CONVERT_0431283426384808972f6514c88cddb8 02.12.2016

créée dans le cadre de la révision totale de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) actuellement menée par la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP). Celle-ci doit mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur les marchés public (AMP) révisé, qui n'est pas encore appliqué en Suisse et devrait être ouvert à l'adhésion des cantons à partir de 2018 selon la planification actuelle. D'après le projet de consultation du 19 septembre 2014 de la DTAP⁷, l'article définissant le but du texte doit mentionner « l'utilisation parcimonieuse des deniers publics, en tenant compte du développement durable » (art. 1, lit. a P-AIMP), et le développement durable peut figurer parmi les critères d'adjudication (art. 31, al. 1 P-AIMP). La question de savoir dans quelle mesure le développement durable devait être pris en compte a fait l'objet d'une controverse lors de la consultation, et plusieurs cantons ont demandé de clarifier lesquelles des dimensions sociale, écologique et économique du développement durable étaient prises en considération⁸.

Etant donné que le droit intercantonal doit bientôt remplacer intégralement la législation bernoise, il ne semble pas judicieux de réviser à nouveau celle-ci peu de temps avant son abrogation. Dès que la DTAP aura publié la version définitive du nouvel AIMP, le Conseil-exécutif examinera au moment de ratifier cet accord si celui-ci tient compte de manière appropriée du développement durable et s'il convient, ou s'il est possible, d'édicter des prescriptions supplémentaires au niveau du canton de Berne. Aussi propose-t-il d'*adopter sous forme de postulat le chiffre 1* de la présente motion.

Chiffres 2 et 3

Depuis 2015, le Bureau central de coordination des achats (BCCA, www.be.ch/beschaffung) installé à l'Office d'informatique et d'organisation (OIO) assume des tâches transversales dans le domaine des marchés publics. La législation continue cependant de relever de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE). Le BCCA est chargé notamment de conseiller les services d'achat de l'administration cantonale et des communes, et de les assister par des instructions et des modèles.

Le Conseil-exécutif est aussi prêt à proposer dans ce contexte des instruments axés sur des achats durables, dès que le cadre juridique nécessaire aura été défini (voir la réponse au chiffre 1). Il est probable à cet égard que, comme dans d'autres domaines des marchés publics, la communication et le soutien des contenus élaborés par des services spécialisés au niveau national passera au premier plan, ce que rendra possible l'harmonisation juridique recherchée dans le cadre du nouvel AIMP. Les travaux fastidieux liés à l'élaboration d'instructions spécifiques au canton dans un domaine aussi complexe et exigeant que le développement durable ne se justifieraient sans doute pas. Le Conseil-exécutif propose donc également d'*adopter sous forme de postulat les chiffres 2 et 3*.

Les organes centralisés en charge des marchés publics dans l'administration cantonale depuis 2015 tiennent déjà compte autant que possible des aspects du développement durable dans le cadre de la législation en vigueur. Le BCCA et les cinq centrales d'achat cantonales (CAC) préparent actuellement à l'intention de la Conférence cantonale des achats (CCA) un plan d'exécution de la stratégie d'achat arrêtée par le Conseil-exécutif qui comprendra notamment une orientation sur le développement durable. Les principes directeurs de la CAC Mobilité, qui achète des véhicules et d'autres prestations de transport, et le Plan de gestion de la mobilité qu'a adopté le Conseil-exécutif, placent la mobilité durable au centre de la procédure d'achat. Les premiers achats centralisés de véhicules effectués par le canton en 2016 ont permis, malgré des exigences élevées concernant l'efficacité énergétique, les émissions de CO₂ et d'autres aspects environnementaux, de réaliser des économies significatives sur le prix au kilomètre sur toute la durée de vie des véhicules, notamment en ajoutant des véhicules électriques et hybrides à la flotte cantonale.

Proposition du Conseil-exécutif
Adoption sous forme de postulat

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). In den letzten Wochen wurde viel über das öffentliche Beschaffungswesen diskutiert, zumindest unter denjenigen, welche in der Sendung Rundschau gesehen haben, wie die Stiefel für die Schweizer Armee hergestellt werden. Eine italienische Firma erhielt den Auftrag, 80 000 Stiefel für die Schweizer Armee herzustellen. Diesen Auftrag erfüllte die Firma nicht selber, sondern vergab ihn weiter nach Rumänien. Wie der Rundschau-Bericht aufzeigte, werden diese Schuhe für die Schweizer Soldaten und Soldatinnen in Rumänien

⁷ <http://www.bpuk.ch/fr/dtap/concordats/aimp/e-ivoeb/>, page consultée le 27 juin 2016

⁸ Rapport de consultation du 21 septembre 2015, p. 10, *ibid.*, page consultée le 27 juin 2016
CONVERT_0431283426384808972f6514c88cddb8 02.12.2016

hergestellt, indem die Näherinnen, die diese Arbeit leisten, einen Stundenlohn von gerade einmal 2 Franken erhalten. Daraufhin hagelte es auf Bundesebene Unverständnis und auch Kritik von links bis rechts. Wie kann es sein, dass die Schweizer Armee so etwas unterstützt? Von 2 Franken in der Stunde kann man auch in Rumänien nicht leben und steckt tief in der Armut. Ich zitiere hier stellvertretend für die verschiedenen Meldungen zu diesem Thema Nationalrat Adrian Amstutz von der SVP. Das ist jemand, mit dem ich sonst nicht immer gleicher Meinung bin. Aber hier brachte er die Sache auf den Punkt. Er sagte, dass die aktuellen Gesetze im Beschaffungswesen den Beschaffungsbehörden eine widersinnige und für die Inlandproduktion schädliche WTO-Beschaffungs-Perfektion vorschreiben. Damit bringt er es wirklich auf den Punkt: Die Inlandproduktion, das lokale Gewerbe, wird benachteiligt, und das ist widersinnig. Für einmal kann ich Nationalrat Adrian Amstutz vollumfänglich zustimmen.

Er wies weiter darauf hin, dass die Preispolitik, die sagt, es müsse in jedem Fall der billigste Preis gewählt werden, nicht sinnvoll sein kann. Das würde nämlich heissen, dass wir im Bundeshaus Fensterrahmen aus Tschechien einsetzen würden, statt solche aus einheimischer Produktion – vielleicht diejenigen, welche unser Grossratskollege von der EVP produziert. Oder es werden in der Berner Altstadt Pflastersteine aus China verlegt. Oder das Essen für Kinder in Kindertagesstätten wird mittlerweile aus Zürich nach Bern geliefert; weil dessen unökologischer Transport nicht richtig berücksichtigt werden kann, sei man gezwungen, diese Variante zu wählen. Dies sind ein paar Beispiele.

Warum ist das so? Weil das Schweizer Beschaffungsgesetz – und darum geht es in dieser Motion – heute nur die Einhaltung von absoluten Mindeststandards vorsieht, wie beispielsweise das Verbot von Kinderarbeit. Diese ist verboten, und das ist auch richtig so. Aber das ist wirklich das absolute Minimum. Im Kanton Bern werden im Beschaffungsgesetz noch die berufliche Weiterbildung und die Förderung der Gleichstellung berücksichtigt. Aber ökologische Kriterien, beispielsweise die Frage, wie sich der Transport gestaltet, werden absolut nicht berücksichtigt. Gerade das ist aber für das lokale Gewerbe entscheidend, um innerhalb einer Submission den Auftrag zu erhalten. Es zeigt sich aber, dass hier einiges im Wandel begriffen ist. Und da verweise ich auch auf die Antwort der Regierung, die dies ebenfalls festhält. Das Beschaffungsrecht auf nationaler Ebene wird nächstes Jahr überarbeitet. Dabei soll es neu möglich sein, auch soziale oder ökologische Kriterien einzuführen. Dies ist jedenfalls die Hoffnung oder die Erwartung. Es ist also der ideale Zeitpunkt, um auch hier im Kanton Bern unser Beschaffungsrecht anzupassen. In der Antwort des Regierungsrats wird auf die laufenden Revisionen sowohl des übergeordneten Gesetzes wie auch der interkantonalen Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen verwiesen. In dieser werden sich die Kantone absprechen und koordinieren, und der Kanton Bern werde der Vereinbarung dann 2018 beitreten können. Die Regierung ist demnach durchaus bereit, hier in die richtige Richtung zu gehen. Dies möchten wir eigentlich mit Punkt 1 unseres Vorstosses unterstützen und bitten Sie, diesen Punkt sinnvollerweise als Motion anzunehmen. Denn nur dann ist es möglich, bei den Eignungs- und Zuschlagskriterien eben zusätzliche Aspekte einzubringen; und zwar nicht nur freiwillig, sondern eben in jedem Fall. Ein Ja zu dieser Motion ist ein Ja zur Stärkung der einheimischen und nachhaltigen Produktion.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, im Beschaffungsmarkt werden pro Jahr schweizweit 40 Mrd. Franken umgesetzt. Ich denke, wir haben alles Interesse daran, über Parteigrenzen hinweg zu schauen, dass viele Aufträge hier in der Schweiz ausgeführt werden können. Deshalb ist es wichtig, das vorliegende Anliegen als Motion zu überweisen.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Natalie Imboden, als Armeeabschafferin, nimmt sich des Themas Armeestiefel an; das ist eine spezielle Ausgangslage. Heute Morgen haben wir die – ich nenne sie einmal so – Hassrede von Carlos Reinhard gegen den neuen US-Präsidenten gehört. Dabei muss man doch in Erinnerung rufen, dass genau diese Person, Donald Trump, gesagt hat: «Amerika first!» Vielleicht müsste man hier auch sagen: «Bern first!». Es ist nicht nötig, dass alles in Indien, China, Rumänien, Polen oder sonstwo beschafft wird. Aber es sind genau die rot-grünen Kreise, die immer sagen, man müsse diese alle auch berücksichtigen. Wenn wir sagen: «Bern first!», dann heisst es, das sei Heimatschutz und das gehe gar nicht. Was nun hier vorliegt, ist so eine Art «Wohlfühl-Motion». Man will hier ein gutes Bild abgeben. Das hat Frau Imboden vorhin auch gesagt. Diejenigen, die dagegen sind, das sind die Bösen; sie werden dann deshalb nicht mehr gut schlafen können. Man könnte hier natürlich x Wünsche einbringen: Mindestlöhne; Transparenz; ökologische Aspekte; soziale Aspekte; wie viele Lehrstellen angeboten werden; wie viele Frauen im Verwaltungsrat Einsitz haben; wie viele Frauen in der Geschäftsleitung sind; die Anzahl von Leuten

mit Beeinträchtigung, die beschäftigt werden; ob Flüchtlinge beschäftigt werden und so weiter und so fort. Die Liste der Dinge, die man für die Vergabe noch berücksichtigen könnte, liesse sich beinahe unendlich fortführen. Es wird behauptet, wenn man diese Forderung nach ökologischen und sozialen Aspekten aufnähme, so würde vor allem das einheimische Gewerbe profitieren. Doch das möchte ich dann erst noch sehen.

Wir sind der Meinung, hier werde zusätzlich Bürokratie aufgebaut. Die heutigen Beschaffungsrechte sind in Ordnung und gut genug, so wie sie sind. Ich bin auch der Meinung, es müsse nicht immer das Günstigste gewählt werden. Man muss auch auf die Qualität achten. Aber der vorliegende Vorstoss bringt uns nichts als mehr Aufwand, deshalb lehnen wir ihn sowohl als Motion wie auch als Postulat ab. Er bringt uns gar nicht weiter.

Le président. Ich werde Herrn Grossrat Fuchs meine Rede noch mailen, dann kann er sie noch nachlesen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Das öffentliche Beschaffungswesen sieht bereits heute bei der Nennung der Zuschlagskriterien die Ökologie und damit einen Bezug zur Nachhaltigkeit vor. Die Ökologie wird als eine der diversen weiteren Zuschlagskriterien genannt, die Natalie Imboden vorhin erwähnt hat und zwar sowohl im Gesetz wie auch in der Verordnung. Eigentlich könnten wir also diesen gesamten Vorstoss annehmen und abschreiben. Dies umso mehr, als auch bereits Instrumente zur Handhabung vorhanden sind. Ich möchte Ihnen eines davon zeigen, den «Leitfaden Ausschreibungen von Bauten mit Schweizer Holz» von Lignum (*l'oratrice montre le guide à l'assemblée*). Wir verstehen aber heute unter dem Begriff Nachhaltigkeit tatsächlich mehr als nur Ökologie. Die Ökologie beschränkt sich gemäss Wikipedia auf die «Lehre vom Haushalt», und hat ihren Ursprung in der Biologie. Nachhaltigkeit geht aber weit über die Biologie hinaus und spricht von «Ressourcennutzung, bei der die Bewahrung der wesentlichen Eigenschaften der Stabilität und der natürlichen Regenerationsfähigkeit des jeweiligen Systems im Vordergrund steht». Auch dies ist ein Zitat aus Wikipedia. Die BDP macht sich immer wieder Gedanken über das Thema, was wir der nächsten oder gar der übernächsten Generation übergeben; und dies bei weitem nicht nur in finanzieller, sondern eben auch in umweltpolitischer und sozialer Hinsicht. Auch wir stören uns manchmal daran, dass ein Produkt zwar zum billigsten Preis vergeben wird, aber dafür durch einen langen Anreiseweg mittels Lastwagen unter grossem CO₂-Ausstoss durch die halbe Schweiz oder halb Europa gekarrt wird und daher mit Nachhaltigkeit eigentlich nicht mehr viel zu tun hat. Oder noch schlimmer ist es, wenn die soziale Nachhaltigkeit nicht einbezogen wird, beispielsweise indem schlimmstenfalls Kleider durch Kinderhände hergestellt werden.

Zwei Beispiele aus dem laufenden Jahr machen daher stutzig, auch wenn nicht der Kanton sondern der Bund dafür verantwortlich ist. Das eine Beispiel, die Militärstiefel aus Rumänien, hat Natalie Imboden vorhin erwähnt. Das andere sind die Edelweiss-Hemden aus Kolumbien am Eidgenössischen Schwing- und Älplerfest in Estavayer.

Sicher wird heute schon extrem viel getan, und namens der BDP möchte ich auch allen Beschaffungsstellen herzlich danken, die neben dem Preis auch die Anstrengungen für die Nachhaltigkeit explizit honorieren. Viele Anbieter, auch gerade KMU-Betriebe, handeln verantwortungsbewusst, und dies auch ohne beispielsweise ein ISO-Zertifikat 14 000 zu besitzen. Aber solche Fälle, wie der vorhin genannte, zeigen eben auf, dass gleichwohl noch mehr getan werden kann. Die BDP kann dem Ansinnen in den ersten beiden Punkten daher als Postulat zustimmen. Wir möchten prüfen lassen, ob man «Ökologie» durch «Soziale und ökologische Nachhaltigkeit» ersetzen könnte. Dabei spreche ich mit Nachdruck von «ersetzen», und eben nicht von «ergänzen». Wir wollen nämlich keine neuen Zuschlagskriterien und möchten auch keine neuen Wege für Beschwerdeführer öffnen. Wir möchten keinen grösseren bürokratischen Mehraufwand provozieren, sondern einfach immer wieder auf das Thema der Nachhaltigkeit aufmerksam machen. Deshalb erscheint es uns wichtig, dass man eben gerade gemäss dem zweiten Punkt den Leitfaden anpasst und ergänzt. Was wir dagegen nicht wollen, ist, dass zusätzliche Hochglanzbroschüren produziert werden, um den Gemeinden damit Unterstützung zu bieten. Wir haben das Gefühl, man müsse dies vielmehr von unten herauf leben, weshalb wir den dritten Punkt nicht unterstützen. Die BDP möchte daher eine punktweise Abstimmung. Ich muss sagen, Thomas Fuchs, eigentlich müssten genau solche Anträge von uns aus den KMU-Betrieben kommen. Denn wir werden Ende Jahr wieder Millionen ans Ausland verlieren, und zwar genau deshalb, weil wir hier zu wenig hinschauen.

Hans Kipfer, Münsingen (PEV). Eine stärkere Berücksichtigung der Nachhaltigkeit bei der Beschaffung liegt hier als Forderung auf dem Tisch. Dieses Anliegen teilen wir seitens der EVP absolut. Wir wollen die Nachhaltigkeit bei der Beschaffung, wie sie von der Vorrednerin schön erläutert wurde, praktizieren und leben. Es braucht gewisse Ansätze, um dies zu verstärken und auszubauen. Das erscheint uns als wichtig. Die Regierung hat aufgezeigt, dass einiges in Gange ist, mit neuen Gesetzgebungen und Regelungen, die übergeordnet sind. Genau deshalb ist es für uns von der EVP auch wichtig, dem Vorstoss als Postulat zuzustimmen. Damit kann man diesen Weg gehen, sodass das Anliegen bei allem aufgenommen werden kann, was jetzt interkantonal, international und auf welcher Ebene auch immer neu geregelt wird. Wir möchten auch spezifisch für den Kanton Bern genau hinschauen und prüfen, was es braucht, um die Nachhaltigkeit verstärken zu können. Für uns ist es ein wichtiges Anliegen, dass gerade auch die Regionalität berücksichtigt wird. Ich denke, es ist in Wirtschaftskreisen, aber auch in der gesamten Gesellschaft, ein wichtiges Anliegen, dass wir regional beschaffen können. Denn da gibt es teilweise eben sogar Hindernisse, durch die das gar nicht möglich ist. Diese Hindernisse gehören beseitigt, deshalb unterstützt die EVP mehrheitlich ein Postulat, und sicher würden einige dem Vorstoss auch zustimmen, wenn er als Motion bestehen bliebe.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist gegenüber dem Beschaffungsrecht etwas kritisch eingestellt. Mit dem Beschaffungsrecht wurden in Prinzip Ungerechtigkeiten durch andere Ungerechtigkeiten ersetzt. Andererseits hat ein gutes Beschaffungsrecht sicher auch Vorteile. Wenn man die Ausschreibungen so macht, dass es so herauskommt, wie man es möchte, dann ist das wohl zielführend. Aber ich habe selber Ausschreibungen durchgeführt und sah dabei immer wieder, dass es eben nicht gut herauskommt, wenn man nicht von Anfang an die richtigen Leitplanken setzt. Das habe ich auch bei der Gemeinde gesehen. Man hat das Beschaffungsrecht dort so eingesetzt, dass der lokale Gewerbler von Anfang an alle Aufträge erhielt. Dabei gab es sicher andere, bessere wie auch schlechtere Anbieter. Aber wie ich zu Beginn sagte, hat man dort die eine Ungerechtigkeit durch eine andere ersetzt. Wenn man eine Beschaffung möglichst gut durchführen will, so gehört für die SP-JUSO-PSA-Fraktion sicher auch die Ökologie als Kriterium bei der Ausschreibung dazu. Auch das Soziale gehört für uns auf jeden Fall dazu. Die ganze Sache steht und fällt also mit der Ausschreibung, die man durchführt, und ökologische und soziale Kriterien sind dabei für uns zentral und wichtig. Unsere Fraktion wird der Motion in allen drei Punkten zustimmen.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich habe über einige Voten aus der zentralen Lage schon etwas gestaunt. Man will ja teilweise die Förderung oder den Einsatz von Schweizer Holz fordern, oder irgendwelche Fonds für Lehrlingsausbildungen. Genau hier müssen wir aufpassen. Mit diesem Vorstoss können wir Rahmenbedingungen festlegen für eine vermehrt lokale, ökologisch und sozial verträgliche Beschaffung. Das Argument, dies müsste eigentlich von unten herauf entstehen, gilt eben leider nicht. Natürlich sollte es das, damit bin ich hundertprozentig einverstanden. Aber seien wir doch ehrlich: Wer hat in einer Verwaltung oder einer Beschaffungsstelle der öffentlichen Hand schon den Mut, einmal contre Finanzen und Zahlen irgendwo einem lokalen, einheimischen Gewerbler einen Job zu geben? Ich habe das damals ab und zu gemacht, als ich noch im «Gmeindrätli» von Trimstein Einsitz hatte. Beispielsweise habe ich da vielleicht noch kurz vor Ort mit dem Bauunternehmer gesprochen, bevor wir einen kleinen Auftrag von 15 000 Franken in den Aargau oder ins Seeland hinaus vergeben haben. Dies, obwohl mir bewusst war, dass ich dadurch mit einem Bein «i dr Chischte» stand. Wir brauchen diese Möglichkeiten, um vernünftige Leitplanken in ein Submissionsverfahren hineinschreiben zu können. Nichts anderes als das möchte dieser Vorstoss bewirken. Lehrlinge sind wichtig, kurze Transportwege sollen gefördert und gefordert werden, ebenso wie das lokale Gewerbe und lokale Produkte. Ich glaube, in diesem Punkt sind wir uns alle einig. Dieser Vorstoss fordert nicht per Gesetz irgendetwas, das in diese Richtung geht. Vielmehr macht er lediglich beliebt, das Beschaffungswesen um zusätzliche Kriterien anzureichern, damit die beschaffende Stelle solche Kriterien festlegen kann, wenn dies sinnvoll ist. Die glp unterstützt alle drei Punkte des Vorstosses sowohl als Motion wie auch als Postulat.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Der Vorstoss verlangt, dass das Beschaffungsrecht nachhaltiger ausgestaltet wird. Die Nachhaltigkeit ist bereits heute enthalten. Ob diese Möglichkeit ausgereizt ist, darüber lässt sich diskutieren. Die Unternehmungen erhalten in den öffentlich-

rechtlichen Beschaffungen bereits heute diese Auflage, und daran halten sie sich sicher auch, soweit es ihnen möglich ist. Im Bausektor ist das genau gleich. Was aber dann der Auftraggeber oder die zuständige Instanz bei der Prüfung macht, damit bin ich auch nicht immer glücklich. Sehr oft wird das nicht geprüft. Da kann eine Unternehmung Granit Randsteine aus China verwenden, und die Prüfenden sehen das nicht oder wollen es nicht sehen. Und warum wollen sie es nicht sehen? Weil sie halt unter finanziellem Druck stehen. In unserer Branche kann es vorkommen, dass wir bei den Natursteinen denken, es handle sich um ein nachhaltiges Produkt, das aus der Schweiz kommt, doch dann müssen wir im Nachhinein plötzlich feststellen, dass dem doch nicht so ist. Aber ich glaube, die Gesetzgebung ist klar, und die FDP ist nicht dafür, zusätzliche Hürden einzuführen. Die Motion wird von uns nicht unterstützt. Das Postulat mehrheitlich auch nicht, aber es wird vielleicht Einzelne geben, die einem Postulat zustimmen können.

Le président. Als Einzelsprecher hat Grossrat Wenger das Wort. Weitere Einzelsprecher können sich noch anmelden.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Die Welt hat sich in den letzten 10, 20 Jahren wesentlich verändert. Immer mehr Güter werden um den halben Globus herum gekarrt. Insbesondere seit dem 15. Januar des letzten Jahres, seit den ganzen Veränderungen bei den Währungen, insbesondere beim Euro, stehen wir ganz grossen Herausforderungen gegenüber. Es ist genau so, wie Anita Luginbühl gesagt hat: Wir brauchen nicht mehr Papier oder mehr Kriterien, aber wir brauchen die richtigen Kriterien. Ich glaube, mit der Annahme dieses Vorstosses als Postulat würden wir hier das richtige Signal setzen. Damit könnten wir nämlich die Anforderungen anpassen, sodass es wieder zum Regelfall wird, dass wir Schweizer Holz für unsere Häuser verwenden, und dass es auch wieder der Regelfall ist, dass regionale Produkte eingesetzt werden. Dafür lohnt es sich, nun bei der Abstimmung auf den grünen Knopf zu drücken.

Le président. Es haben sich keine weiteren Einzelsprecherinnen oder Einzelsprecher gemeldet.

Beatrice Simon, directrice des finances. Herr Präsident, liebe Grossrätinnen und Grossräte – zumindest diejenigen, die noch anwesend sind (*hilarité*) –, der Regierungsrat unterstützt die Stossrichtung der Motion, weil die nachhaltige Entwicklung ein wichtiger Massstab für die Politik ist. Deshalb möchte ich hervorheben, dass das kantonale Recht bereits heute die Anwendung von Nachhaltigkeitskriterien erlaubt. Und sie sind nicht nur erlaubt, sondern wir wenden sie auch an. Beispielsweise ist es normal, dass Umweltschutzkriterien, wie der Stromverbrauch von Geräten in unsere Ausschreibungen mit einfließen. Dank der Zentralisierung vieler Güter- und Dienstleistungsbeschaffungen können wir damit auch einiges bewegen: so auch gerade in Bezug auf die Fahrzeuge des Kantons Bern. Wir haben diese neu ausgeschrieben und dank strenger Vorgaben für den Energieverbrauch und den CO₂-Ausstoss nun wahrscheinlich eine der «grünsten» Fahrzeugflotten der öffentlichen Verwaltung in der Schweiz beschafft. Man darf auch einmal Gutes tun und darüber sprechen. Dabei darf aber nicht vergessen werden, dass jede zusätzliche Anforderung auch ihren Preis hat. Und sehr oft sind halt die Preise weiter oben angesetzt, wenn man gewisse Kriterien vorgibt. Das gilt für den Umweltschutz, aber auch für soziale Anforderungen. Und damit wir die Steuermittel auch weiterhin wirtschaftlich einsetzen können, müssen wir im Einzelfall immer abwägen, ob die Anforderungen, die wir stellen wollen, auch erfüllt werden können, ohne dass der Preis gleich ins Unermessliche steigt, oder dass damit gar der Wettbewerb ausgeschaltet würde.

Der Grund, weshalb der Regierungsrat die Annahme des Vorstosses als Postulat beantragt, liegt in der Tatsache, dass zurzeit unter der Leitung der Baudirektorenkonferenz und gemeinsam mit dem Bund ein Projekt zur Aktualisierung und Harmonisierung des Beschaffungsrechts in der gesamten Schweiz durchgeführt wird. Dieses soll auch den Anliegen der Nachhaltigkeit künftig mehr Rechnung tragen. Im Jahr 2017, also bereits nächstes Jahr, wird das Bundesparlament mit den Ergebnissen befasst, und – so ist es zumindest geplant – ab 2018 können die Kantone den Beitritt zum überarbeiteten Konkordat an die Hand nehmen. Weil also ohnehin schon bald ein neues Beschaffungsrecht vorliegen wird, ist es nach Meinung des Regierungsrats nicht sinnvoll, das Gesetz bereits jetzt zu überarbeiten. Vielmehr soll das geschehen, wenn die Vorgaben des Bundes klar vorliegen. Deshalb beantragen wir Annahme als Postulat. Ich wäre daher sehr dankbar, wenn die Motionärin ihren Vorstoss in ein Postulat wandeln und anschliessend die Mehrheit des Grossen Rats dieses annehmen könnte, denn es ist zeitgemäss.

Le président. Punktweise Abstimmung wurde ja bereits verlangt. Nun werden wir noch hören, in welcher Form wir über den Vorstoss abstimmen werden.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Wie gesagt wurde, ist die Nachhaltigkeit ein Gebot der Stunde. Und Anita Luginbühl hat sehr schön aufgezeigt, dass Nachhaltigkeit immer einen sozialen, einen ökologischen und einen wirtschaftlichen Anteil hat. Dieses Dreieck macht die Nachhaltigkeit aus, und ich glaube, sie liegt fast allen von uns am Herzen. Ich wandle den Vorstoss in ein Postulat. Dies nicht etwa, weil mich die Frau Regierungsrätin überzeugt hätte, denn auch für die Umsetzung einer Motion hätte man zwei Jahre Zeit. Man müsste also nicht gleich morgen das neue Beschaffungsrecht anpacken. Aber ich halte es für wichtig, dass wir hier ein breit abgestütztes Zeichen setzen können und dies angehen können. Vielleicht noch an die Adresse von Grossratskollege Pfister: Ich weiss, dass bereits heute viele Unternehmungen nachhaltig und sozialverträglich arbeiten. Aber das Beschaffungsrecht verursacht eine Selektion, wonach diese teilweise gar nicht zum Zuge kommen. In diesem Sinne ist der Vorstoss überhaupt nicht als Kritik gemeint. Ein Ja zu einem Postulat ist ein Ja zu nachhaltiger, lokaler Produktion, und vor diesem Hintergrund habe ich den Vorstoss gewandelt.

Le président. Wir stimmen demnach nun punktweise über ein Postulat ab. Ich bitte Sie schon einmal, nach diesen Abstimmungen noch im Saal zu bleiben. Wir werden danach auch noch über die Fristverlängerungsanträge der VOL befinden. Wer Ziffer 1 des Postulats annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	79
Non	61
Abstentions	0

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	78
Non	61
Abstentions	1

Le président. Sie haben auch Ziffer 2 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 3 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	70
Non	66
Abstentions	4

Le président. Der Rat hat auch Ziffer 3 als Postulat angenommen.

